



## Westminster & City News

NUMÉRO 32

Du 27 août au 3 septembre 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROÉCONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

**Le PMI composite s'est établi à 59,1 en août, contre 57 en juillet** - Il s'agit de l'expansion la plus rapide de l'indicateur d'activité britannique de Markit depuis août 2014. Cette performance reflète les contributions positives des PMI manufacturier et des services. Le PMI manufacturier s'est établi à 55,2 en août (contre 53,3 en juillet), son niveau le plus haut en 30 mois. La hausse a été principalement soutenue par les indices de production et des nouvelles commandes, alors que l'enquête indiquait des pertes d'emploi pour le septième mois consécutif. Le PMI des services s'est établi à 58,8 en août, contre 53,5 en juillet, reflétant la reprise des dépenses de consommation et d'investissement post-confinement. L'indice de confiance s'est cependant affaibli pour la première fois depuis mars, les entreprises citant leurs inquiétudes concernant la reprise économique alors que les mesures de soutien du gouvernement s'éteignent progressivement.

**En hausse, les prix immobiliers ont atteint un niveau record en août** - Les prix immobiliers ont augmenté de 2 % en août, le rythme de croissance le plus soutenu en 16 ans, alors que le moratoire sur le droit de timbre (*stamp duty*) pour les propriétés dont la valeur est inférieure à 500 000 £ a pris effet. Le prix moyen d'achat a augmenté de 3,7 % en glissement annuel et a retrouvé son niveau d'avant mai. En parallèle, les octrois d'emprunts hypothécaires ont augmenté à 66 300 en juillet, contre 39 900 en juin, proche de la moyenne mensuelle pré-Covid. Les taux d'intérêt reflètent cependant les inquiétudes des banques concernant la situation économique : les emprunts hypothécaires à taux fixe de deux ans, dont la valeur est équivalente à 90 % du prix de la propriété, étaient accordés en moyenne à un taux de 2,66 % en juillet en hausse de 0,51 pp en glissement annuel, bien que le taux directeur de la BoE soit à son plus bas (0,1%).

**La perspective d'une hausse de la fiscalité à l'automne semble se renforcer** - De nombreux journaux ont relayé ce week-end des informations accréditant la thèse d'une hausse de la fiscalité lors du Budget de novembre en réponse à la dégradation des finances publiques. En effet, la dette du gouvernement a atteint 100,5 % du PIB en juillet et l'*Office for Budget Responsibility* estime que le déficit public pourrait atteindre 19 % du PIB à la fin de l'année budgétaire 2020-21. Parmi les pistes d'évolutions évoquées sont un alignement de la taxe sur les plus-values (*capital gain tax*) sur les taux d'imposition sur le revenu, une révision des allègements sur les retraites, et une augmentation de l'impôt sur les sociétés. Le Chancelier R. Sunak a indiqué mercredi devant des députés conservateurs qu'il croyait en une « économie dynamique à faible taux d'imposition » mais que des hausses d'impôts ne pouvaient pas être écartées.

**Selon A. Bailey, la BoE dispose encore de suffisamment de marges de manœuvre face à la crise** - Lors du symposium des banques centrales organisé à Jackson Hole chaque année, le gouverneur de la Banque d'Angleterre (BoE) a estimé que la banque centrale disposait encore d'outils pour endiguer la

récession, bien que les taux d'intérêt soient au plus bas (taux directeur à 0,1 %). Il a mis en avant l'efficacité du programme d'achats d'actifs, qui a été augmenté de 200 Mds£ en mars et de 100 Mds£ en juin. Parmi les outils disponibles, des indications claires d'orientations monétaires ont été données pour la première fois en août (*forward guidance*) indiquant que la politique monétaire ne serait pas resserrée tant que l'inflation n'atteindrait pas la cible de 2 % ; la perspective d'un passage du taux directeur en territoire négatif est également sous revue active. Le gouverneur a également indiqué que le resserrement monétaire passerait en premier par la réduction du bilan de la BoE, avant d'augmenter les taux d'intérêt.

## **POLITIQUE COMMERCIALE**

**Les négociations commerciales avec les Etats-Unis et l'Australie se poursuivent ce mois-ci** – Greg Hands, Secrétaire d'Etat chargé de la politique commerciale au sein du *Department of International Trade*, a déclaré à la chambre des Communes que la prochaine session de négociations avec le *United States Trade Representative* aurait lieu le 8 septembre. Alors que la perspective de parvenir à un accord avec Washington s'assombrit avec la proximité de l'élection présidentielle américaine en novembre et la possibilité qu'une nouvelle administration, avec un nouvel agenda commercial, prenne le relais, G. Hands a souligné que le gouvernement britannique s'entretenait aussi bien avec les républicains qu'avec les démocrates. La deuxième session de négociations avec l'Australie devrait avoir lieu fin septembre alors que le gouvernement entretient l'espoir de parvenir à un accord avec Canberra d'ici la fin de la période de transition.

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

### **REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS**

**La société d'investissement M&G s'est opposée à plus de 30% des propositions de rémunération lors des assemblées générales des sociétés du FTSE 350** – Selon le FT, le gestionnaire d'actifs britannique a en effet adopté une approche plus dure à l'égard des sociétés cotées qui réduisent les paiements de dividendes aux actionnaires tout en accordant d'importantes primes et rémunérations à leurs dirigeants. Ces multiples oppositions aux propositions de rémunérations lors des assemblées générales (AG) traduisent la volonté de M&G, selon son directeur pour la gouvernance, de s'assurer que l'impact économique de la pandémie et des mesures de confinement ne soit pas disproportionnellement assumé par les actionnaires et les salariés. La société de conseil FTI Consulting souligne en ce sens dans un rapport consacré aux votes lors des AG au cours du S1 2020 que les actionnaires exercent un contrôle dorénavant plus fort sur la gouvernance des entreprises. Signe de cette pression grandissante exercée sur les dirigeants des entreprises cotées, 27,1% des sociétés britanniques ont été confrontées à un vote négatif de leurs actionnaires sur des motions, contre 23,3% l'année dernière.

**La principale société britannique de prêts immobiliers à risque fait état de pertes moins importantes qu'attendues** – Provident Financial, le plus important *subprime lender* du Royaume-Uni a enregistré une chute de 11% de son chiffre d'affaires en glissement annuel, et une perte avant impôts de 28 M£. Ses concurrents, notamment Non-Standard Finance et Amigo, ont été en revanche plus touchés, ayant rencontré des difficultés à se financer sur les marchés de capitaux et auprès des banques, moins disposées à prendre des risques en raison de la pandémie et des effets économiques de celles-ci. En outre, Provident anticipe selon le FT une augmentation du nombre de clients potentiels dans la mesure où la crise économique devrait rendre l'accès aux prêts bancaires plus difficile pour les Britanniques, alors qu'une hausse du taux de chômage est attendue et que le dispositif de *furlough scheme* doit prendre fin le 31 octobre prochain.

**Le gouvernement a [proposé](#) des évolutions facilitant la collecte d'informations des clients des institutions financières** - Ce changement devrait être inclus dans la prochaine loi de finance et permettrait à l'administration en charge de la collecte des impôts et taxes (*HM Revenues and Customs*) d'obtenir

certaines informations des clients des institutions financières dans le cadre d'une enquête fiscale domestique ou étrangère sans accord préalable du contribuable ou d'un tribunal indépendant, nécessaire sous les règles actuelles. Le Royaume-Uni est le seul pays au sein du G20 qui doit encore demander l'accord du contribuable ou d'un tribunal pour avoir accès aux informations fiscales détenues par une tierce partie. L'introduction du nouveau régime permettrait au gouvernement de réduire la longueur d'obtention des informations fiscales, en moyenne de 12 mois actuellement contre 6 mois dans les pays voisins.

**Le gouvernement a dépensé plus de 100 M£ en prestations de conseil pour répondre à la crise** - 106 contrats d'une valeur totale de 109 M£ ont été attribués à différents cabinets de conseil afin d'obtenir des recommandations sur la réponse du gouvernement à la crise de Covid-19. PwC a été le cabinet le plus sollicité, ayant obtenu 11 contrats dont celui de conseiller la *British Business Bank* sur ses dispositifs de prêts garantis aux entreprises. La plupart des contrats ont été attribués sous les règles d'urgence d'octroi des marchés publics, qui permettent de ne pas tenir de procédure d'appel d'offres. Des critiques ont émergé concernant les services fournis par les cabinets de conseil, comme la gestion de l'approvisionnement des équipements de protection individuelle par Deloitte ou des conseils de McKinsey sur la communication entourant le programme de tests en Angleterre.

## BANQUES & ASSURANCES

**HSBC n'octroiera plus d'emprunts hypothécaires avec apport personnel de 10 % pour les primo-accédants** - La banque a indiqué que la demande pour ce type de produit avait augmenté drastiquement depuis le confinement, en raison de la baisse du droit de timbre, de la demande immobilière renouvelée et de l'offre réduite d'emprunts hypothécaires avec faibles apports chez les banques concurrentes. HSBC a annoncé que les primo-accédants auraient désormais besoin d'un apport d'au moins 15 % à partir du 2 septembre. Pendant la crise financière de 2009, les primo-accédants devaient présenter un apport de 20 % en moyenne. HSBC était l'une des dernières banques britanniques à offrir ce produit.

### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)).

### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé  
Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 3 septembre 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-1,5%	1,2%
PIB en glissement trimestriel		-2,0%	0,1%
PIB par habitant		-2,1%	0,0%
Inflation (IPC)		1,7%	2,3%
Evolution de la demande		-1,0%	0,0%
	Consommation	-1,7%	0,1%
	Dépenses publiques	-2,6%	0,2%
	Exportations (B&S)	-10,8%	0,3%
	Importations (B&S)	-5,3%	0,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-1,7%	-0,3%
	Secteur de la construction	-2,6%	0,0%
	Secteur des services	-1,9%	0,2%
Parmi les services	Finance et assurances	0,0%	-0,4%
	Ventes au détail	-1,7%	0,4%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,1%
Taux d'emploi		76,6%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	31,4	32,0
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5% (T4 2019)	0,0%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	0,0%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	-0,4%	0,2%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	0,0%	0,0%
Taux d'épargne des ménages		6,2% (T4 2019)	6,0%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-2,5%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	93,5%	83,6%
Investissement public net	-2,2%	-2,1%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,1%	-4,3%
Balance des B&S		-0,4%	-1,4%
Balance des biens		-4,9%	-6,5%
Balance des services		4,5%	5,1%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,16	1,14
	GBP/USD	1,28	1,30

#### Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.